

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur le Traité européen simplifié et la construction européenne, à Lisbonne le 19 octobre 2007.

Mesdames et Messieurs,

Bonjour. Ce Conseil européen vient de se terminer un peu plus tôt qu'on aurait pu le craindre, même si nous avons travaillé tard cette nuit. Cela se traduit par une très bonne nouvelle pour l'Europe, puisque le Traité simplifié a été adopté. Nous l'avions imaginé, nous l'avions rêvé, le voici réalisé. L'Europe s'est dotée d'un Traité simplifié. J'avais eu l'occasion d'en avancer l'idée pour la première fois en septembre 2006 et voici donc l'Europe qui sort de dix années d'imbroglie institutionnel. C'est un événement extrêmement important et l'Europe sera dotée d'institutions réformées qui lui permettront - en tout cas, c'est ce que l'on peut souhaiter - d'être la plus efficace possible. Ce traité doit désormais être ratifié.

Parlant sous le contrôle de Bernard Kouchner et de Jean-Pierre Jouyet, la France s'engagera dans une ratification parlementaire et je souhaite que cette ratification puisse avoir lieu dans les délais les plus brefs possible, c'est-à-dire au mois de décembre 2007. Je serais très heureux si la France pouvait être l'un des pays d'Europe qui ratifie ce Traité simplifié parmi les premiers. Car, après avoir bloqué la Constitution, vous comprendrez qu'en temps que chef de l'Etat, je ne verrai que des avantages à ce que la France montre l'exemple de l'adoption de nouvelles institutions. Les forces politiques françaises prendront chacune leurs responsabilités. Je tiens à souligner cependant que, sur les 27 pays qui l'ont adoptée, les gouvernements, qu'ils soient socialistes, libéraux, conservateurs, l'ont adoptée dans les mêmes conditions. C'est d'ailleurs la Présidence de M. Socrates, excellent Premier ministre portugais dont chacun connaît l'engagement au parti socialiste européen, qui a proposé cette adoption. Je suis certain que toutes les forces politiques françaises en tireront les conséquences.

C'est un engagement que j'avais pris durant la campagne et cet engagement a été tenu. Par ailleurs, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé l'objectif commun d'une entrée en vigueur du traité le 1er janvier 2009. La France y tenait beaucoup puisqu'elle présidera l'Union entre le 1er juillet 2008 et le 31 décembre 2008. Il reviendra donc à la France de préparer la mise en place de ces nouvelles institutions. Cela signifie que les institutions rénovées devront pouvoir fonctionner en janvier 2009. Le président stable du Conseil européen prendra ses fonctions à cette date. S'agissant du Haut Représentant de l'Union, il a été convenu qu'il soit nommé après des contacts pris, notamment avec le Parlement européen, parce qu'il sera également vice-président de la Commission. Le Parlement européen devra être associé et comme il y aura en juin 2009 des élections européennes, ce que j'ai dit pour la Présidence stable du Conseil ne vaudra pas pour la Présidence de la Commission, et nous avons un problème pour le Haut Représentant. Difficile de le nommer vice-président d'une Commission terminant alors que des élections arrivent. Le Président de l'Union, c'est début 2009 et les nouvelles institutions, c'est janvier 2009.

Je dois d'ailleurs à la vérité dire que l'accord a été assez simple à obtenir entre nous. Les demandes polonaises, nous les avons traitées, M. Socrates, Mme Merkel et moi lors de multiples contacts bilatéraux et donc sur Ioannina et le protocole annexé au traité, on a trouvé un accord très rapidement. C'était préparé avant que nous soyons ici.

mes représentants et être préparé avant que nous soyons là.

Sur le nombre d'avocats généraux, il n'est pas anormal, il est même normal - je l'ai dit à la Présidence - que nos amis polonais aient un avocat général fixe comme chacun des grands pays, c'est-à-dire les pays autour de 40 millions d'habitants et plus. Nous avons augmenté le nombre d'avocats généraux pour les autres pays de manière à ce que cela tourne, c'était assez simple. La satisfaction de la demande italienne a été un peu plus compliquée et cela m'a amené à tenir une réunion dans nos bureaux avec M. Kouchner, le président polonais, le président italien et Jean-Claude Juncker. On ne change pas une équipe qui gagne, puisque que c'était, à l'exception de Tony Blair, l'équipe de Bruxelles. J'ai été amené à proposer un accord d'équilibre qui précise l'adoption du rapport du Parlement européen même si ce ne sera fait qu'en décembre avec 750 postes de députés, plus le président. Et non 751 députés, cela revient au même. Cela a évité de rouvrir un débat avec d'autres. Cela fait donc un poste de créé que nous affectons à l'Italie qui, au lieu de perdre 6 sièges par rapport à Nice, en perdra 5. Elle en aura donc 73 et pour les autres, nous prendrons une décision en décembre, étant entendu que cette décision sera fondée sur la proposition du Parlement européen.

Vous pourriez vous demander pourquoi nous ne l'avons pas formalisée. Tout simplement parce que nos amis polonais ne souhaitaient pas qu'on mette en exergue le fait qu'ils aient 4 députés de moins. C'est un compromis et, comme tout compromis, chacun doit faire des efforts et j'ai été amené à proposer cette solution qui a donc été adoptée à l'unanimité.

Deux choses d'autres à vous dire. La première, c'est que vous verrez une déclaration conjointe sur les récents développements des marchés financiers. Ses signataires vous intéresseront peut-être, puisqu'il s'agit d'Angela Merkel, de Gordon Brown et de moi-même.

Nous avons travaillé sur cette déclaration ce matin. Vous savez qu'Angela Merkel et moi partageons le même engagement sur la nécessité de transparence et de régulation. Il est important que le Premier ministre anglais se joigne à nos démarches en demandant davantage de transparence et de régulation sur les marchés financiers.

Je reverrai Gordon Brown demain, puisque je le recevrai à l'Élysée avant le match de rugby. Mais enfin, cela augure bien de la collaboration entre la Grande-Bretagne et la France.

Enfin, le président Socrates a indiqué qu'au Conseil formel de décembre, il proposerait la création d'un groupe des sages de dix à douze membres qui réfléchirait à l'avenir de l'Europe et à sa place dans la globalisation, pour faire écho aux préoccupations de Gordon Brown. J'ai bien indiqué qu'il ne s'agissait pas, dans mon esprit, de rouvrir les débats institutionnels qui ont été tranchés par l'adoption du Traité simplifié. Il va de soi que dans ces conditions, il n'y aura pas d'ouverture de nouveaux chapitres concernant la Turquie au mois de novembre et que tout ceci est repoussé au mois de décembre. Vous savez que j'avais fait un paquet de ce groupe de sages qui devrait voir le jour au mois de décembre prochain et de l'ouverture de nouveaux chapitres compatibles avec l'association, s'agissant de la Turquie.

Avant de répondre à vos questions, je voudrais dire que la Présidence portugaise a été très efficace et extrêmement à l'écoute des préoccupations françaises.

Q - Est-ce que vous avez le sentiment que ce traité est le dernier traité avant longtemps ?

Deuxième question : à droite et à gauche aussi, se font entendre des voix de plus en plus nombreuses réclamant un référendum. Est-ce que vous l'excluez totalement ?

R - Est-ce le dernier traité avant longtemps ? L'Europe est jalonnée de traités puisqu'il y en avait presque tous les deux ans. Enfin, je pense que, compte tenu des cinq derniers mois, cela devrait faire passer le goût des sujets uniquement institutionnels, en tout cas pour des gens normaux, équilibrés. Donc, je ne dirais pas que c'est le dernier, mais enfin, on a quand même réglé des problèmes importants : le Haut Représentant, la Présidence. On s'est même payé le luxe de régler l'affaire des députés. Ce n'est pas rien et donc je souhaite que l'on mette du contenu maintenant. Donc, ce n'est certainement pas le dernier, mais celui-ci risque de durer plus longtemps que les autres. Je ne parle pas du Traité de Rome.

Sur le référendum, j'ai dit pendant la campagne que je me battrais pour l'adoption du Traité simplifié et que si j'arrivais à convaincre nos 26 partenaires que le Traité simplifié était la solution, je le soumettrai à la voie parlementaire. Ce serait donc un reniement de ma parole et je

sais combien "Libération" est vigilant sur le respect de ma parole. Donc je ne peux pas imaginer que "Libération" m'engage à être parjure à une telle promesse. Que diriez-vous ? C'était de bonne guerre ! Donc non, c'est parlementaire, et par ailleurs ce n'est pas une constitution, ce n'est pas le Traité issu de la Convention. Ce que l'on met dans le Traité à fait l'objet d'un consensus de toutes les forces politiques y compris de celles qui avaient voté non, voilà.

Q - La Présidence française est dans neuf mois, j'imagine que votre équipe commence à la préparer. Quelles priorités voulez-vous pour cette Présidence française ?

R - On la prépare très activement, d'abord parce qu'avec François Fillon, Bernard Kouchner et Jean-Pierre Jouyet, on a prévu de faire la tournée de toutes les capitales avant la Présidence. J'en ai fait déjà quelques-unes et je vais naturellement continuer. J'ai d'ailleurs eu le prochain président slovène qui m'a demandé une rencontre pour que la Présidence slovène et la Présidence française fassent vraiment un travail en commun.

Bernard Kouchner et Jean-Pierre Jouyet sont en contact avec les ministres slovènes. S'agissant des priorités, nous les avons fixées : une politique de l'énergie, une politique de l'environnement, une politique de l'immigration, une politique de la défense, un papier d'orientation générale sur la politique agricole commune et puis la préparation de la mise en place des futures institutions. Je ne sais pas si l'on réussira, mais ce sera une Présidence extrêmement lourde, extrêmement importante sur laquelle nous travaillons dès maintenant. D'ailleurs, la France recueille les fruits de son engagement à l'Est et de son engagement à l'Ouest avec la Grande-Bretagne.

Par ailleurs, s'agissant du Sud, la France a joué un rôle important dans la solution du problème italien. Parce que franchement, il y a quatre millions d'habitants de différence entre l'Italie et la France. Les grands pays étaient auparavant dans le même paquet à soixante mais aujourd'hui l'écart se creuse. La Grande Bretagne est à 60, la France est à 62 et je parle des chiffres européens, même pas des nôtres. La proportionnalité dégressive, pour reprendre le jargon que vous connaissez mieux que moi, ne peut pas être sans conséquence avec 4 millions de différence.

Q - Chacun a observé ces derniers mois que, compte tenu du fait qu'il y avait cet obstacle institutionnel qui restait sur la route des 27, il y a eu peu d'initiatives législatives de la Commission, parce qu'on avait peur finalement que cela rouvre d'autres chantiers de polémiques. Est-ce que vous souhaitez ou est-ce que vous pensez, maintenant que cet obstacle institutionnel est levé, qu'il faudrait que la Commission ait un agenda législatif plus fourni, plus développé et fasse davantage de propositions dans les mois qui viennent ?

R - Il est normal que M. Barroso ait fait moins de propositions, parce que l'Europe était bloquée. Vous l'avez vous-même si souvent écrit. Comment peut-on écrire que l'Europe est bloquée et lui demander de multiplier les initiatives. Vous connaissez l'appréciation très positive que la France porte sur le travail de M. Barroso, et d'ailleurs il a fait un excellent rapport sur la politique extérieure de l'Union dont on a parlé ce matin. Il était extrêmement intéressant. Et, là encore, je vois quand même que les idées de la France progressent puisqu'il ne s'agit plus d'opposer ceux qui sont pour la mondialisation et ceux qui sont pour la protection. J'entends même dans la bouche de Gordon Brown le mot réciprocité. Cela avance, cela progresse. On peut maintenant avancer l'idée que la préférence communautaire existe, sans être taxé de protectionniste. C'est très nouveau, c'est très important. On le doit au travail remarquable de M. Barroso. Mais, bien sûr, les institutions nouvelles ce n'est pas une fin en soi. Il faut prendre l'initiative et donner du contenu, de la chair à l'Europe. C'est ce que l'on va essayer de faire.

Q - Est-ce que vous n'avez pas le sentiment que le terme de Traité simplifié n'est pas forcément le mieux choisi, parce que pour le lecteur, le citoyen, il est beaucoup plus difficile à lire que la Constitution, puisqu'il renvoie à d'autres Traités ?

R - Je suis responsable des deux appellations successives et mon premier choix était encore pire. J'avais parlé d'un mini traité et je reconnais bien volontiers d'ailleurs que, si j'avais eu l'intuition de la manière dont on pouvait s'en sortir, ce n'était pas bon parce que cela donnait une Europe à minima. Je le dis d'autant plus que c'est moi qui l'ai utilisé la première fois. Je m'y suis donc repris à deux fois pour trouver la bonne expression. Alors, Traité simplifié, heureusement que le nom n'est pas bon parce que s'il avait été bon, quel succès aurions-nous rencontré ? Mais quand

même, il y a sept articles dans le Traité simplifié. Alors évidemment, comme l'Europe est une longue histoire, chaque fois que vous dites quelque chose vous faites référence à quantités de textes. C'est le passé. Mais il y a sept articles. Alors évidemment, ce n'est pas à mettre dans toutes les mains, ce n'est pas une lecture simple. C'est un problème juridique mais, par rapport au travail des constitutionnels, c'est considérablement simplifié. Mais à la bourse aux idées des nouveaux noms, je crains que maintenant cela ne soit trop tard, on l'a fait.

Q - Vous avez salué le travail de M. Barroso qui est candidat à son propre renouvellement à la Commission européenne en 2009. Comme vous l'avez précisé, la France sera un peu à la manoeuvre pour les nominations. Est-ce que cela veut dire que vous soutenez la candidature de M. Barroso à un deuxième mandat ? Avec les noms qui ont déjà circulé, est-ce que vous soutenez toujours la candidature de M. Blair à la Présidence du Conseil et la candidature de M. Solana au ministère des Affaires étrangères ?

R - Et que je combats la candidature de M. Juncker

Q - ...M. Juncker pour l'Eurogroupe...

R - Non, mais je vous voyais si bien parti. Un, je persiste et je signe : M. Barroso est un très remarquable président de la Commission. D'ailleurs, c'est un jugement qui est unanimement formulé et à ceux qui considéreraient qu'il n'est pas assez bon, je pourrais solliciter quelques comparaisons, et je ne suis pas sûr que ce serait flatteur pour les autres comparés. Parce qu'on a connu des commissions, et vous qui êtes les spécialistes et qui suivez cela, vous savez parfaitement de quoi je parle.

Dans un contexte extrêmement difficile, M. Barroso a continué à travailler. Que l'on soit socialiste ou pas, chacun peut le reconnaître, ce n'était pas facile pour lui, et il l'a fait. Est-ce qu'il doit être le prochain président ? Moi, j'ai le souvenir, l'histoire cela compte, même la plus récente. Quand un chef de gouvernement et un chef d'Etat se sont mis d'accord sur le futur, cela s'est mal terminé. Je crois que c'était Guy Verhofstadt, Gerhard Schroeder et Jacques Chirac. Alors, j'aime trop M. Barroso pour lui faire un coup pareil. Donc je m'abstiendrai de répondre à cette question. Tony Blair, je l'ai reçu avant-hier soir et c'est un homme très remarquable. Il est le plus européen des Anglais. Je ne connais pas ses intentions mais que l'on puisse penser à lui, c'est assez intelligent. Quant à Jean-Claude Juncker, je sais qu'il est président de l'Eurogroupe. J'ai même fait sa campagne en 2004, quand j'étais ministre des Finances. C'est un homme qui siège, si ma mémoire est exacte, depuis 1976, sans discontinuer. Ce n'est pas que je l'envie, mais cela donne quand même une culture, une histoire. Donc, qu'il puisse être le premier président du Conseil, c'est une idée intelligente. Vous dites à la manoeuvre. Simplement je vais d'abord écouter, consulter et on va réfléchir. N'étant candidat moi-même à aucun de ces postes, il faudra faire le meilleur choix, mais la France ne prend pas position maintenant. C'est prématuré et cela risquerait d'ailleurs de ne pas mettre fortement en lumière l'importance de ce Conseil de Lisbonne.

Q - C'est une belle réussite pour la présidence portugaise, évidemment, une signature le 13 décembre. Mais il y a quelque chose qui pose davantage problème qui est le sommet Union européenne-Afrique. Est-ce que ce sommet vous pose problème en raison de la venue de certains chefs d'Etat africains ?

R - J'y serai. Une belle réussite pour la présidence portugaise, c'est aussi une belle réussite pour les vingt-sept. De la même façon, on aurait échoué, je suis sûr que l'on aurait dit qui était le premier fautif. Ce Traité simplifié, quand on en a parlé, je me souviens de tous les rires, les moqueries, eh bien, à l'arrivée, c'est fait. C'est même le seul sujet dont vous ne vous soyez pas moqués. Mais bon, c'est une grande satisfaction. C'est vrai que M. Socrates a été un président extrêmement disponible, consensuel et portant, en même temps, beaucoup de convictions. C'est un homme qu'à titre personnel j'apprécie beaucoup et je le dis très sincèrement et très sérieusement. Il gagne beaucoup à être découvert et cela montre qu'au-delà des clivages politiques en Europe, on a travaillé main dans la main, sans aucune différence.

Q - Vous vouliez engager une discussion aujourd'hui sur les monnaies artificiellement sous évaluées, est-ce que cela a été le cas ? Et est-ce que vos partenaires partagent vos préoccupations sur le niveau actuel de l'euro ?

préoccupations sur le niveau actuel de l'euro.

R - On en a parlé puisque j'en ai parlé moi-même dans la discussion informelle, ce matin. M. Juncker n'a pas pu rester puisqu'il est au G7 Finances. Tout le monde ne considère pas que l'euro soit trop haut mais tout le monde considère que d'autres monnaies sont trop faibles. Alors, si c'est le chemin du consensus et qu'on me dise : "c'est l'euro qui est trop fort où c'est le yuan qui est trop bas, c'est l'euro qui est trop élevé ou c'est le dollar qui est trop bas", vous faites ce que vous voulez. Mais comme les monnaies n'ont pas de valeur absolue mais des valeurs relatives, cela doit revenir quelque part au même.

Q - J'ai une question sur les fonds qui sont contrôlés par les Etats, tel que la Chine, l'Arabie Saoudite ou les Emirats arabes unis. Ces fonds ont des milliards de dollars à investir et il y a un débat en Europe pour savoir s'il doit y avoir des règles, un encadrement national ou européen pour contrôler ou réguler ces fonds d'Etat ? J'aurais souhaité avoir un avis de votre part, quelle est la position de la France ?

R - Je souhaite qu'il y ait des règles et je vous dis que c'est un élément très important que Gordon Brown ait signé la lettre avec Angela Merkel. Parce que nous sommes décidés à ne pas nous laisser faire par rapport à des fonds spéculatifs, à des attitudes sans scrupules qui ne répondent pas aux critères de transparence qu'on est en droit d'attendre dans un monde civilisé. Je me suis souvent exprimé sur le sujet, c'est inacceptable, et nous sommes décidés à ne pas l'accepter. Je vois aussi l'évolution du gouvernement anglais, à mes yeux très positive, de demander de la transparence et de la régulation. Sans doute que ce qui est arrivé en Angleterre avec la huitième banque les a interpellés. Et d'ailleurs, ils ont raison. J'aurais été moi-même interpellé.

Q - Sur le volet international, vous allez accueillir le Premier ministre Olmert, ce lundi à Paris. Quel sera votre message en vue des prochaines conférences qui auront lieu à Annapolis aux Etats-Unis et puis à Paris ?

R - Nous aurons le plaisir, avec Bernard Kouchner, de recevoir à déjeuner M. Olmert, lundi, avant mon départ, dans l'après-midi pour une visite d'Etat au Maroc. Mon message sera très simple. Je dirai au Premier ministre, avec toute l'amitié que j'ai pour lui et tout l'engagement que j'ai au côté de l'Israël, que c'est le moment, maintenant, de faire la paix. On ne prend jamais trop de risques quand il s'agit de faire la paix. C'est maintenant qu'il faut parler. C'est maintenant qu'il faut mettre tous ses atouts sur la table. C'est maintenant qu'il faut prendre le risque de construire une paix durable. Et ce message, il est exactement celui que j'ai transmis avec le même Bernard, à New York, à Abou Mazen.

La paix, elle viendra d'abord des Israéliens, des Palestiniens. La paix sera d'abord leur affaire. Et nos amis israéliens doivent comprendre que c'est d'abord leur affaire. Et que, si il y a un pas à faire vers l'autre, c'est maintenant qu'il doit être fait. Je ne partage pas l'avis de ceux qui pensent que ce n'est pas le moment. C'est justement parce qu'il y a toutes ces difficultés à Gaza, en Israël et ailleurs dans le monde. C'est pour cela que jamais, de mon point de vue, il n'y a eu autant d'opportunités pour arriver à une solution.

Q - Quel est votre état d'esprit, au lendemain de l'annonce de votre divorce d'avec Madame Cécilia Sarkozy ? Avez-vous lu l'entretien qu'elle a donné à l'Est Républicain aujourd'hui ? Et partagez-vous son analyse sur l'échec de votre couple ?

R - Mon état d'esprit est très simple : j'ai été élu par les Français pour trouver des solutions à leurs problèmes, pas pour commenter ma vie privée. Et j'aurais tellement aimé qu'un grand journal comme "Le Monde" puisse se passionner pour l'Europe, plutôt que pour ma vie privée. Mais, après tout, c'est sans doute de cela qu'on doit être flatté. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Si vous croyez que les Français m'ont élu pour autre chose que de travailler, travailler et encore travailler... Pour le reste, les Français ne demandent aucun commentaire. Cela les intéresse beaucoup moins que vous. Et ils ont raison. Et peut-être également qu'ils ont plus de pudeur et plus de discrétion, oserais-je dire, un poil d'élégance en plus.

Q - Vous avez évoqué le Comité des Sages qui sera mis en place dans les prochains mois. Est-ce que vous pourriez nous dresser le portrait robot d'un Sage, à vos yeux, en Europe ? Il y en a douze, je crois.

R - J'essaye d'apporter des idées nouvelles à l'Europe. J'essaye. Mais, apporter des idées qui ne sont pas retenues, cela n'a pas de sens. Donc, j'essaye d'apporter des idées qui soient retenues. Pour cela, qu'est-ce que je fais ? J'avance l'idée et je laisse ouverte la porte au maximum pour que les autres puissent se l'approprier et que cela devienne leur idée. Le Traité simplifié : j'ai porté cette idée. Mais j'étais très heureux que Mme Merkel la transforme, l'incarne dans sa Présidence remarquable.

Je vais faire pareil pour le groupe des Sages. Moi, j'amène cette idée en disant : voilà, est-ce que le rêve européen des trente dernières années doit être le même que celui des pères fondateurs ? Réfléchissons et ce n'est pas les chefs d'Etat ou de gouvernement qui peuvent le faire. Je n'ai donc pas voulu mettre un papier sur la table qui fige les choses. A grands traits, cependant, dix à douze personnes. Pourquoi ? Parce que je ne voudrais pas qu'il y en ait un par pays car la logique d'un par pays est une logique exclusivement nationale. Or je veux une logique exclusivement européenne.

Deuxième élément, je ne crois pas que cela doit être que des politiques. Je pense qu'il peut y avoir des savants, des historiens, des géographes, des philosophes, des hommes d'affaires. Je pense qu'il doit y avoir des femmes, je pense que cela doit être représentatif de toutes les cultures et je pense enfin qu'il faut leur laisser du temps, deux ans, pour être déconnectés des élections européennes de juin 2009.

Q - Justement, vous parliez de la mise en pratique ou de la préparation des futures institutions, comment faire en sorte qu'il n'y ait pas une collision au sommet entre le futur président stable du Conseil et le président de la Commission ?

R - Vous voyez qu'il y a un risque de collision. D'abord, je pense que le président stable devrait être assez sage pour travailler en équipe. Je pense que c'est extrêmement important et que beaucoup dépendra de la personnalité des uns et des autres. Aujourd'hui, on a la Commission qui fait un peu tout parce que la Présidence change tous les six mois. Il faudra trouver de nouveaux rapports avec une présidence qui est là pour deux ans et demie. Je n'ignore pas que cela demandera beaucoup d'efforts, de compromis, qu'il y a peut-être un risque, surtout celui de ne pas choisir les meilleures personnalités. Je pense que des personnalités fortes au service d'institutions fortes c'est toujours préférable à des personnalités faussement consensuelles, celles qui gênent le moins. Mais vous parlez de risques, sans doute que cela existe, je ne vous ferai pas l'injure de contester cela.

Q - Dans ce sommet nous parlons d'une Europe réunie, plus compétitive. Est-ce que vous allez parler au nom de cette Europe avec le gouvernement chinois lors de votre prochaine visite ? Ce n'est pas la première fois, mais c'est la première fois en tant que président de la France. Allez-vous parler au nom de l'Europe sur la monnaie ? Est-ce que vous avez un commentaire sur le congrès national du CPCC, en Chine actuellement ?

R - Sur le congrès national, non. Il se trouve que, lors de mon voyage, je serai avec M. Barroso, qui y sera lui-même pour le sommet et avec M. Juncker. Nous aurons donc l'occasion de parler des rapports entre la Chine et l'Europe. C'est un sujet considérable. Vous savez que ce que font nos amis chinois est tout à fait exceptionnel. Je ferai valoir simplement cette idée que les grands de ce monde ont des droits mais aussi des devoirs.

Q - M. Bernard Laporte semble faire l'objet d'une enquête sur ses affaires fiscales, avec des éléments qui pourraient être transmis au Parquet. Est-ce que vous maintenez toujours votre intention de le faire entrer au gouvernement ?

R - La présomption d'innocence est quelque chose qui doit exister. Je l'ai d'ailleurs fait fonctionner pour André Santini, cela me paraît raisonnable. Mais vous savez ce qui est extraordinaire, c'est que pas un ne m'a posé la question sur les mouvements sociaux d'hier. Regardez comme l'actualité change. Il y a quarante-huit heures, c'était la grande affaire française, mon grand rendez-vous lisait-on. Et aujourd'hui, vingt-quatre heures après ce grand rendez-vous, pas une question. Ce n'est pas un reproche mais cela doit donc vouloir dire que cela ne s'est pas si mal passé que cela. Je veux dire que la stratégie du gouvernement, ferme sur l'objectif de la réforme des régimes spéciaux et ouverte, la main tendue, pour dialoguer avec les électriciens, les

gaziers, les cheminots, les agents de la RATP, cette stratégie reste la nôtre. Cette réforme je m'y suis engagé, nous la ferons, mais personne ne doit être humilié, et j'ai été très heureux de la prise de position d'un certain nombre d'organisations syndicales, comme la JAC, et je suis heureux de l'initiative de Xavier Bertrand de rencontrer les organisations syndicales la semaine prochaine. J'ai toujours dit que nous avons des priorités sur lesquelles nous ne pouvons pas céder, mais qu'il y avait matière à négocier et j'y tiens. Je vous remercie.